

Équateur : une droite plus fragile qu'il n'y paraît

Thomas Chiasson-LeBel

Numéro 814, automne 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96666ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chiasson-LeBel, T. (2021). Équateur : une droite plus fragile qu'il n'y paraît. *Relations*, (814), 52–55.



ÉQUATEUR : UNE DROITE PLUS FRAGILE QU'IL N'Y PARAÎT

Le virage néolibéral de l'Équateur se poursuit avec l'élection à la présidence de Guillermo Lasso. Une partie de bras de fer s'y joue, qui pourrait renouveler la cohabitation des différentes forces de gauche et redéfinir la polarisation politique dans le pays.

...

Thomas Chiasson-LeBel

L'auteur est professeur invité à la Faculté latino-américaine des sciences sociales de l'Équateur (FLACSO)

La victoire du banquier Guillermo Lasso à l'élection présidentielle d'avril dernier s'inscrit dans le virage à droite qu'a pris de façon plus ou moins démocratique l'Amérique du Sud au cours des six dernières années. Lorsqu'on y ajoute l'hécatombe causée par la pandémie de COVID-19 et la crise économique qui en résulte, il semble bien que l'Équateur et les pays voisins traversent une deuxième décennie perdue après celle des années 1980, alors que la crise de la dette et le virage néolibéral étouffaient l'économie en plus de faire exploser les inégalités et la pauvreté. Mais à regarder la situation équatorienne de plus près, le scénario n'est pas sans espoir.

La victoire électorale d'un banquier

Les résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle, tenu le 11 avril dernier, ont donné la victoire à Guillermo Lasso, ex-dirigeant et actionnaire principal du Banco Guayaquil, l'une des plus grandes banques du pays. Lasso préside également la fondation Ecuador Libre, membre du réseau Atlas, qui réunit des *think tanks* néolibéraux de partout sur la planète. Il faut remonter aux années 1990 pour trouver un président équatorien aussi clairement campé à droite et arrivé au pouvoir par la voie électorale.

Ce résultat étonne, car même si Lasso et son parti, CREO¹, avaient scellé une alliance avec le parti social-chrétien — regroupement historique de la droite issue de la région côtière —, cette alliance n'a obtenu que de maigres résultats au premier tour : 19,74 % des suffrages, soit près de 10 % de moins que ce que Lasso avait obtenu au premier tour de l'élection précédente en 2017, alors que les deux partis faisaient bande à part. En gagnant le second tour, Lasso a donc su convaincre près de 33 % d'électeurs et d'électrices qui n'avaient pas voté pour lui au premier tour. Il a gagné contre Andrés Arauz, le dauphin de l'ex-président Rafael Correa (au pouvoir de 2007 à 2017), qui



Manifestation de peuples autochtones contre le président Moreno lors d'une grève nationale à Quito, le 9 octobre 2019.
Photo : PC/Carlos Noriega.

semblait pourtant en meilleure posture avec 33 % des votes au premier tour. Lasso a donc fédéré beaucoup d'opposants au retour d'un gouvernement associé à Correa.

Andrés Arauz, ancien haut fonctionnaire désigné candidat par Correa depuis son exil en Belgique², promettait pour sa part le retour d'un État plus social, plus actif dans la relance de l'économie et moins servile face aux institutions financières internationales. Il prétendait perpétuer la lignée des gouvernements post-néolibéraux qui ont marqué le sous-continent depuis 20 ans. Or, sa campagne n'a récolté que 47,64 % des votes au second tour. On peut voir là autant de signes de la persistance de la polarisation entre opposants et partisans de Rafael Correa qui caractérise la politique du pays depuis près de 15 ans.

Mais sous cette apparente polarisation se cache le fait que le pôle représenté par Correa n'a plus le monopole de l'anti-néolibéralisme

depuis que les mouvements autochtones sont parvenus à se réaffirmer comme chefs de file des protestations qui ont causé une crise politique en octobre 2019. Le candidat Yaku Pérez, du parti Pachakutik associé aux mouvements autochtones, est ainsi arrivé bon troisième au premier tour avec 19,39 % des votes, à peine 30 000 voix derrière Lasso. Tout comme ce dernier lors de sa défaite en 2017, Pérez a dénoncé une fraude électorale.

Ex-membre du comité de direction de la principale organisation autochtone du pays, la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), et gouverneur de la province de l'Azuay, Yaku Pérez a milité activement contre l'extractivisme, appuyant notamment la tenue de référendums locaux pour contrer l'implantation de mines à ciel ouvert. Il a appelé au vote nul lors du deuxième tour pour marquer son rejet des deux autres candidats. L'option du vote nul, endossée par la CONAIE non sans susciter des tensions internes, a recueilli 16,26 % des



Le nouveau président de l'Équateur, Guillermo Lasso. Photo : Wikimedia Commons

Si le Pachakutik et les partisans de Correa votaient ensemble, ils pourraient bloquer la poursuite du virage néolibéral souhaitée par Lasso.

voix, soit près de 7 % de plus qu'au premier tour et près du double de la moyenne des votes nuls (8,71 %) de tous les tours aux élections présidentielles depuis 2002. Le vote nul a donc été déterminant, donnant une paradoxale victoire à l'option néolibérale qui est pourtant loin d'obtenir la majorité.

Le virage néolibéral

Le nouveau président Guillermo Lasso n'aura pas à donner un grand coup de barre : le virage néolibéral est fermement entamé depuis 2018 en Équateur. Si, en 2017, l'ancien vice-président de Rafael Correa, Lenín Moreno, a remporté la présidence contre Lasso en promettant la poursuite du programme de Correa, mais avec une attitude moins arrogante et plus conciliante, en réalité, il a favorisé les élites économiques. Moreno a cherché à rétablir le corporatisme partiel qui assure la gouvernabilité par l'attribution de fonctions clefs aux représentants d'organisations sociales les mieux placées. Correa avait plutôt adopté l'attitude républicaine stricte selon laquelle l'État seul peut prétendre défendre l'intérêt public alors que les organisations sociales sont considérées comme représentantes d'intérêts privés particuliers. La tension entre les deux hommes est devenue publique lorsque Correa a accusé Moreno sur les réseaux sociaux d'être médiocre et de manquer de loyauté après qu'il eut garanti à la CONAIE l'usage du terrain de son siège social pour 100 ans.

La rupture Moreno-Correa a été consommée dès septembre 2017, lorsque l'appareil judiciaire s'en est pris au vice-président de Moreno et ancien bras droit de Correa, Jorge Glas. Ce dernier a été emprisonné pour une cause de corruption dont le fondement légal est contesté. Pour les uns, l'État, libéré de Correa, faisait son travail de lutte contre la corruption. Pour les autres, il s'agissait de *lawfare*, d'une guérilla judiciaire menée par les élites bureaucratiques de droite pour se venger de la décennie de contrôle gouvernemental centralisateur imposé par Correa. Leur parti à tous les trois, Alianza País, s'est alors divisé en deux avec, d'un côté, Moreno et ses partisans attachés au pouvoir, et de l'autre, les fidèles de Correa et Jorge Glas. Le gouvernement de Moreno ayant alors

perdu sa majorité parlementaire, il ne lui restait plus que la droite avec qui pactiser pour gouverner.

En mai 2018, encerclé par les élites bureaucratiques et économiques et aux prises avec les pressions fiscales résultant de la chute du prix du pétrole, Moreno a nommé Richard Martínez ministre des Finances. La carrière de ce dernier au sein des associations d'industriels et des chambres de commerce en faisait le digne représentant des élites économiques. Il s'est empressé d'appliquer les politiques d'austérité qu'il pérorait depuis 10 ans et de les inscrire au sein des accords conclus avec le Fonds monétaire international (FMI) en contrepartie de prêts. Il a réduit les maigres charges fiscales des entreprises tout en sabrant dans les dépenses publiques, y compris dans le secteur de la santé, promettant que cela attirerait les investissements privés. Cette politique a plutôt fait bondir la dette publique (de 45 % du PIB en 2017 à 69 % fin 2020) et le mécontentement populaire. Sans appui de l'opinion publique en faveur de l'austérité, le gouvernement s'est maintenu en alimentant la polarisation anti-Correa. Depuis, profitant des restrictions liées à la pandémie, les élites économiques derrière Moreno se sont empressées de privatiser la Banque centrale et d'imposer une série de réformes néolibérales, dont la dérégulation des prix de l'essence, qu'elles n'avaient pu faire adopter à cause de la résistance populaire.

La révolte d'octobre 2019

La dérégulation des prix de l'essence avait, en effet, d'abord été imposée par le gouvernement Moreno en 2019, dans le cadre de la mise en œuvre des accords signés avec le FMI. Menaçant de faire augmenter le prix de toutes les denrées qui requièrent du transport, elle annonçait une inflation affectant surtout les plus pauvres, ce qui a mis le feu aux poudres. D'abord mobilisée à l'appel des syndicats de chauffeurs, la rue est demeurée pleine d'une marée populaire convoquée par la CONAIE, qui a vite assumé le leadership de la contestation. Pendant 11 jours, les manifestations ont paralysé plusieurs villes, dont Quito, la capitale, forçant le gouvernement à s'exiler sur la côte, à Guayaquil.

La répression a été responsable de six exécutions extrajudiciaires et de six morts, en plus d'une vingtaine d'éborgnés, de centaines de personnes blessées et emprisonnées³. Pour justifier sa réponse agressive, Moreno a accusé les partisans de Correa de vouloir renverser son gouvernement. Or, bien que ces derniers comptaient parmi les manifestants, il serait faux de leur attribuer la direction du mouvement : c'est bien à l'appel de la CONAIE que les rues se sont véritablement remplies et c'est aussi à son appel que les manifestations ont pris fin. La CONAIE était en froid avec Correa depuis belle lurette, notamment en raison de la répression exercée par son gouvernement contre les mouvements autochtones anti-extractivistes. Les forces répressives ne se sont cependant pas gênées pour arrêter des élus associés à l'ancien président, en poussant d'autres à l'exil.

Désastre pandémique et polarisation changeante

Depuis octobre 2019, les élites économiques, qui ont impulsé le virage néolibéral pris par Moreno et qui soutiennent le gouvernement de Lasso, cherchent donc à maintenir une polarisation dans laquelle Correa continue d'incarner la corruption, l'anti-néolibéralisme et la violence des manifestations. Cela permet d'attribuer les problèmes actuels du pays, voire du sous-continent à la vague post-néolibérale et à la « menace communiste » cubano-vénézuélienne. En l'absence d'appuis suffisants autour de leur programme, ces élites ont besoin d'un repoussoir dans la figure de Correa, dont les partisans demeurent l'une des principales forces politiques du pays et dont le parti domine toujours l'Assemblée nationale.

Cette polarisation vise aussi à distraire la population du désastre sanitaire et économique lié à la pandémie. L'Équateur est en effet l'un des pays à avoir le plus souffert de la COVID-19, avec 3000 morts de plus par million d'habitants que la moyenne des années antérieures⁴. Pareille hécatombe n'étonne pas lorsqu'on sait qu'en début de crise, le gouvernement a préféré faire des remboursements anticipés de sa dette, afin de garantir sa capacité d'emprunt, plutôt que d'investir massivement dans le système de santé. Outre un confinement d'abord trop strict puis trop relâché, les mesures d'urgence ont surtout pris la forme de maigres transferts, d'assouplissements aux lois du travail pour faciliter les licenciements et la réduction de la taille de l'État pour contenir l'endettement. Pour l'élite économique, il était plus urgent d'utiliser la crise — pour appliquer une thérapie de choc qu'elle craignait de ne pas pouvoir mettre en œuvre si elle perdait l'élection — que de protéger la population.

En appelant au vote nul, le parti Pachakutik et la CONAIE ont cherché à refuser cette polarisation en créant un troisième pôle, véritablement anti-néolibéral et anti-extractiviste. Le pari était risqué, et il a contribué à la victoire de Lasso.

La position du mouvement autochtone a cependant porté d'autres fruits. L'élection législative, tenue lors du premier tour, a donné son meilleur score au Pachakutik : 27 sièges sur les 137 que compte l'Assemblée nationale. Il devient ainsi le deuxième parti en importance après les partisans de Correa (49 sièges), presque à parité avec la somme des deux partis de droite (18 sièges pour le parti social-chrétien, 12 pour CREO). Pour garantir une gouvernabilité et préserver la polarisation qui lui est chère, Lasso a refusé de sceller une alliance parlementaire avec le parti de Correa et a plutôt offert la présidence de l'Assemblée au Pachakutik. Ce faisant, il brisait une promesse liée au pacte qu'il a conclu avec le parti social-chrétien. Ce choix n'annonce pas un bloc stable au sein de l'Assemblée, mais plutôt des majorités circonstancielles volatiles. Si le Pachakutik et les partisans de Correa votaient ensemble, avec 76 sièges, ils pourraient bloquer la poursuite du virage néolibéral souhaitée par Lasso, et ainsi changer la donne. Mais il leur faudra surmonter les tensions qui les ont opposés durant la campagne.

Pour les gauches extra-parlementaires, le défi est semblable : il leur faut rejeter l'idée voulant que le mouvement autochtone et son appel au vote nul est le seul responsable de la victoire de la droite, tout comme l'idée que tous les partisans de Correa sont hostiles à la CONAIE. Il leur faudra forger des alliances anti-néolibérales. Dans les circonstances, c'est le rythme du programme de privatisation et de démantèlement de l'État annoncé par Lasso qui pourrait dicter celui de la convergence. Cette restructuration de la polarisation pourrait aussi être influencée par le contexte mouvant du sous-continent, où les mouvements de gauche sont en reconfiguration, notamment au Chili, en Colombie et au Pérou. ■

1— CREO est un acronyme pour *creando oportunidades*, qui exprime la « création d'opportunités » si chère aux apôtres du marché. CREO veut aussi dire « je crois », un écho à la foi de Guillermo Lasso connu pour sa proximité avec l'Opus Dei. C'est un partisan de la droite tant économique que sociale et religieuse.

2— Après son troisième mandat à la présidence, Rafael Correa s'est retiré en Belgique d'où son épouse est originaire. Des condamnations criminelles questionnables, mais non accompagnées de sanctions pénales, restreignent sa capacité à rentrer au pays.

3— Voir entre autres « *CIDH Presenta observaciones de su visita a Ecuador* », rapport de la Commission interaméricaine des droits de la personne, 14 janvier 2020 [en ligne].

4— Les chiffres officiels étaient de 15 000 morts de la COVID-19 en juin dernier, plus 5 500 décès probablement liés à ce virus. Le « *Coronavirus tracker* » du *Financial Times* suggère plutôt 55 000 morts de plus que la moyenne pondérée des années antérieures (données du 15 juin 2021, en ligne).